

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 5. A l'annexe 4 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire la référence à l'arrêté royal du 22 décembre 2003 désignant les infractions graves par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière est remplacé par la référence à l'arrêté royal du 30 septembre 2005 désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière.

Les mots « infractions graves » sont remplacés par « infractions ».

Art. 6. L'arrêté royal du 22 décembre 2003 désignant les infractions graves par degrés aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière, modifié par l'arrêté royal de 26 avril 2004 est abrogé.

Art. 7. Cet arrêté entre en vigueur le 31 mars 2006.

Art. 8. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Mobilité sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Le Ministre de la Mobilité
R. LANDUYT

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 5. In bijlage 4 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs wordt de verwijzing naar het koninklijk besluit van 22 december 2003 tot aanwijzing van de zware overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen in uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer vervangen door de verwijzing naar het koninklijk besluit van 30 september 2005 tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen in uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer.

De woorden «zware overtredingen» worden vervangen door «overtredingen».

Art. 6. Het koninklijk besluit van 22 december 2003 tot aanwijzing van de zware overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen in uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 april 2004 wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 31 maart 2006.

Art. 8. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Mobiliteit zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

De Minister van Mobiliteit,
R. LANDUYT

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2005 — 2974

[C — 2005/14181]

30 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2003 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions à la loi relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté modifie l'arrêté royal du 22 décembre 2003 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions à la loi relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution

Cet arrêté exécute l'article 65 des lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière.

Cet arrêté fixe les montants des propositions de perception immédiate.

Les montants des perceptions immédiates en cas d'infraction aux règlements en exécution de la loi sur la circulation routière dépendent de la répartition des infractions par degré. Pour cette répartition des infractions par degré, je fais référence à l'arrêté royal du 30 septembre 2005 désignant les infractions graves par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière

Pour les infractions du premier degré, la perception immédiate s'élève à 50 euros.

Pour les infractions du deuxième degré, la perception immédiate s'élève à 100 euros.

Pour les infractions du troisième degré, la perception immédiate s'élève à 150 euros.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2005 — 2974

[C — 2005/14181]

30 SEPTEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2003 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en zijn uitvoeringsbesluiten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, wijzigt het koninklijk besluit van 22 december 2003 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en zijn uitvoeringsbesluiten.

Dit besluit geeft uitvoering aan artikel 65 van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.

Dit besluit legt de bedragen van de voorstellen tot onmiddellijke inning vast.

De bedragen van de onmiddellijke inningen in geval van het overtreden van de reglementen uitgevaardigd op grond van de verkeerswet zijn afhankelijk van de indeling van de overtredingen per graad. Voor deze indeling van overtredingen per graad verwijs ik naar het koninklijk besluit van 30 september 2005 tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen in uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer.

Voor overtredingen van de eerste graad bedraagt de onmiddellijke inning 50 euro.

Voor overtredingen van de tweede graad bedraagt de onmiddellijke inning 100 euro.

Voor overtredingen van de derde graad bedraagt de onmiddellijke inning 150 euro.

Pour les infractions du quatrième degré, aucune perception immédiate n'est proposée aux personnes qui sont domiciliées en Belgique. Le procès-verbal est transféré au ministère public qui entame en principe des poursuites judiciaires. La perception immédiate pour cause d'infraction du quatrième degré peut toutefois être proposée aux personnes qui ne sont pas domiciliées en Belgique. Dans ce cas, elle s'élève à 300 euros. Cette distinction entre les personnes qui sont ou ne sont pas domiciliées en Belgique a seulement pour but d'éviter l'impunité potentielle pour les personnes qui ne sont pas domiciliées en Belgique.

Si l'intéressé domicilié en Belgique commet plus d'une infraction à la fois, une perception immédiate peut lui être proposée tant que la somme totale de la perception ne dépasse pas 300 euros et tant qu'il ne commet pas d'infraction du troisième degré en même temps qu'une autre infraction du premier, deuxième ou troisième degré.

Si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et qu'une ou plusieurs infractions ont été constatées à sa charge en même temps, la somme perçue ne peut dépasser 750 euros. De plus, cette somme se limite à 350 euros quand il s'agit exclusivement d'infractions du premier degré, d'infractions du deuxième degré ou d'une combinaison de ces deux types d'infractions.

Les excès de vitesse ne sont pas répartis par degré, mais font l'objet d'une disposition sui generis. Pour avoir dépassé la vitesse maximale autorisée de 10 kilomètres par heure maximum, la somme s'élève à 50 euros.

Pour chaque kilomètre par heure supplémentaire qui dépasse la vitesse maximale autorisée, le montant de base de 50 euros est augmenté de :

- 5 euros en dehors des agglomérations, des zones 30, des abords d'écoles, des zones de rencontre ou résidentielles ou;
- 10 euros dans les agglomérations, zones 30, abords d'écoles, zones de rencontre ou résidentielles.

Par exemple, une perception immédiate de 50 euros est proposée à quiconque roule entre 50 et 60 kilomètres par heure dans une agglomération.

Quiconque roule à 65 kilomètres par heure dans une agglomération se voit proposé une perception immédiate de 100 euros (le montant de base de 50 euros + 5 x 10 euros).

Quiconque roule à 65 kilomètres par heure hors d'une agglomération mais à un endroit où la vitesse maximale autorisée est de 50 kilomètres par heure, se voit proposé une perception immédiate de 75 euros (le montant de base de 50 euros + 5 x 5 euros).

Aucune perception immédiate n'est proposée lorsqu'une personne domiciliée en Belgique commet un excès de vitesse de plus de 40 kilomètres par heure ou lorsqu'elle commet un excès de vitesse de plus de 30 kilomètres par heure dans une agglomération, une zone 30, aux abords d'école, dans une zone de rencontre ou résidentielle.

Les régions ont été impliquées de la façon suivante dans le projet d'arrêté royal : le 20 mai 2005, le projet approuvé par le conseil fédéral des ministres a été transmis aux ministres-présidents et aux ministres de la mobilité des trois régions et a été placé sur l'agenda de la conférence interministérielle pour la Mobilité, l'Infrastructure et les Télécommunications du 8 juin 2005, avec le projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et le projet d'arrêté royal désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière. Le projet a également été expliqué et discuté à la réunion préparatoire de la conférence interministérielle du 6 juin 2005. Le 8 juin, la conférence interministérielle en réunion s'est mise d'accord de manière unanime sur le fait que cette conférence concluait officiellement la procédure d'association pour ce qui concernait le projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1968, le projet d'arrêté royal désignant les infractions par degré et le présent projet.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs.
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS
Le Ministre de la Mobilité,
R. LANDUYT

Voor overtredingen van de vierde graad wordt aan personen die in België wonen geen onmiddellijke inning voorgesteld. Het proces-verbaal wordt overgemaakt aan het openbaar ministerie die in principe tot strafvervolgning overgaat. Aan personen die niet in België wonen kan de onmiddellijke inning wegens een overtreding van de vierde graad wel worden voorgesteld. In dat geval bedraagt ze 300 euro. Dit onderscheid tussen personen die wel en personen die niet in België wonen heeft enkel tot doel de mogelijke straffeloosheid met betrekking tot personen die niet in België wonen te vermijden.

Begaat de betrokkene die in België woont meer dan één overtreding tegelijk, dan kan hem slechts een onmiddellijke inning worden voorgesteld zolang de totale som van de inning niet meer dan 300 euro bedraagt en zolang hij geen overtreding van de derde graad begaat samen met een andere overtreding van de eerste, tweede of derde graad.

Indien de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft en één of meerdere overtredingen bij dezelfde gelegenheid te zijnen laste zijn vastgesteld, mag de geïnde som niet hoger zijn dan 750 euro. Deze som wordt bovendien beperkt tot 350 euro wanneer het uitsluitend gaat om overtredingen van de eerste graad, overtredingen van de tweede graad of een combinatie van beiden.

Snelheidsovertredingen worden niet ingedeeld per graad, maar maken het voorwerp uit van een sui generis bepaling. Voor het overschrijden van de toegelaten maximumsnelheid met niet meer dan 10 kilometer per uur, bedraagt de som 50 euro.

Voor elke bijkomende kilometer per uur waarmee de toegelaten maximumsnelheid wordt overschreden wordt het basisbedrag van 50 euro vermeerderd met :

- 5 euro buiten de bebouwde kom, zone 30, schoolomgeving, erf of woonerf of;
- 10 euro binnen de bebouwde kom, zone 30, schoolomgeving, erf of woonerf.

Aan wie bijvoorbeeld tussen de 50 of 60 kilometer per uur rijdt binnen de bebouwde kom, wordt een onmiddellijke inning van 50 euro voorgesteld.

Aan wie 65 kilometer per uur rijdt binnen de bebouwde kom, wordt een onmiddellijke inning van 100 euro voorgesteld (het basisbedrag van 50 euro + 5 x 10 euro).

Aan wie 65 kilometer per uur rijdt weliswaar buiten de bebouwde kom maar wel op een plaats waar de maximaal toegelaten snelheid 50 kilometer per uur bedraagt, wordt een onmiddellijke inning van 75 euro voorgesteld (het basisbedrag van 50 euro + 5 x 5 euro).

Er wordt geen onmiddellijke inning voorgesteld wanneer de betrokkene die in België woont de maximaal toegelaten snelheid met meer dan 40 kilometer per uur overschrijdt, of wanneer hij de maximaal toegelaten snelheid met meer dan 30 kilometer per uur overschrijdt binnen de bebouwde kom, zone 30, schoolomgeving, erf of woonerf.

De gewesten werden op de volgende wijze betrokken bij het ontwerp van koninklijk besluit : op 20 mei 2005 werd het door de federale ministerraad goedgekeurde ontwerp overgemaakt aan de minister-presidenten en ministers van mobiliteit van de drie gewesten en op de agenda geplaatst van de interministeriële conferentie voor Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie van 8 juni 2005, samen met het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer en het ontwerp van koninklijk besluit tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer. Het ontwerp werd eveneens toegelicht en besproken op de voorbereidende vergadering van de interministeriële conferentie van 6 juni 2005. De interministeriële conferentie is op 8 juni 2005 in vergadering unaniem akkoord gegaan dat met deze conferentie de betrokkenheidsprocedure officieel wordt afgesloten voor wat betreft het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 16 maart 1968, het ontwerp van koninklijk besluit tot aanwijzing van de overtredingen per graad en het hiervoor liggende ontwerp.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar.
De Minister Justitie,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS
De Minister van Mobiliteit,
R. LANDUYT

30 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 2003 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions à la loi relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, notamment l'article 65;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2003 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions à la loi relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution;

Vu les avis des Inspections des Finances, donnés le 19 mai, 24 mai et 27 mai 2005;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 25 mai 2005;

Vu l'association des Gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;

Vu l'avis n° 38863 du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Mobilité, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2003 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions à la loi relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution,

est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Dans les conditions fixées par l'article 65 de la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée le 16 mars 1968 :

1° Les infractions visées par l'arrêté royal du [??] désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière peuvent donner lieu, par infraction, à la perception d'une somme de :

- 100 euros pour les infractions du deuxième degré;
- 150 euros pour les infractions du troisième degré;
- 300 euros pour les infractions du quatrième degré. ».

2° Le dépassement de la vitesse maximale autorisée fixée dans les règlements pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière peut, par infraction, donner lieu à la perception de la somme suivante :

- pour les 10 premiers kilomètres par heure au-delà de la vitesse maximale autorisée, la somme s'élève à 50 euros;
- dans une agglomération, une zone 30, à l'abord d'école, dans une zone résidentielle et une zone de rencontre, la somme de 50 euros est majorée de 10 euros pour chaque kilomètre par heure avec lequel la vitesse maximale autorisée est dépassée au-delà des 10 premiers kilomètres par heure dépassant la vitesse maximale autorisée;
- dans tous les autres cas, la somme de 50 euros est majorée de 5 euros pour chaque kilomètre par heure avec lequel la vitesse maximale autorisée est dépassée au-delà des 10 premiers kilomètres par heure dépassant la vitesse maximale autorisée.

3° Les autres infractions aux règlements pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière peuvent donner lieu à la perception d'une somme de 50 euros par infraction.

4° Une infraction à l'article 34, § 1^{er}, de la loi relative à la police de la circulation routière donnera lieu à la perception de 137,50 euros. ».

Art. 2. L'article 4, 3°, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« 3° si l'auteur de l'infraction a un domicile ou une résidence fixe en Belgique :

— lorsque la somme totale de la perception dépasse 300 euros. L'infraction visée à l'article 3, 4°, du présent arrêté n'entre pas en compte pour le calcul de la somme maximale précitée. Ou :

30 SEPTEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2003 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en zijn uitvoeringsbesluiten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 65;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2003 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en zijn uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de adviezen van de Inspecties van Financiën gegeven op 19 mei, 24 mei en 27 mei 2005;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting gegeven op 25 mei 2005;

Gelet op de omstandigheid dat de Gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;

Gelet op advies nr. 38863 van de Raad van State, gegeven op 24 augustus 2005 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Mobiliteit, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 december 2003 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en zijn uitvoeringsbesluiten,

wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 3. Onder de voorwaarden vastgesteld in artikel 65 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968 :

1° De overtredingen bedoeld in het koninklijk besluit van [??] tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen uitgevaardigd op grond van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, kunnen, per overtreding, aanleiding geven tot de inning van een som van :

- 100 euro voor de overtredingen van de tweede graad;
- 150 euro voor de overtredingen van de derde graad;
- 300 euro voor de overtredingen van de vierde graad. ».

2° Het overschrijden van de toegelaten maximumsnelheid bepaald in de reglementen uitgevaardigd op grond van de wet betreffende de politie over het wegverkeer kan, per overtreding, aanleiding geven tot de inning van de volgende som :

- voor de eerste 10 kilometer per uur boven de toegelaten maximumsnelheid bedraagt de som 50 euro;
- binnen de bebouwde kom, in een zone 30, schoolomgeving, woonerf en erf wordt boven de eerste 10 km/u. boven de toegelaten maximumsnelheid de som van 50 euro met telkens 10 euro vermeerderd voor elke bijkomende kilometer per uur waarmee de toegelaten maximumsnelheid wordt overschreden;

— in alle andere gevallen wordt boven de eerste 10 kilometer per uur boven de toegelaten maximumsnelheid de som van 50 euro vermeerderd met telkens 5 euro voor elke bijkomende kilometer per uur waarmee de toegelaten maximumsnelheid wordt overschreden.

3° De overige overtredingen van de reglementen uitgevaardigd op grond van de wet betreffende de politie over het wegverkeer kunnen aanleiding geven tot de inning van een som van 50 euro per overtreding.

4° Een overtreding van artikel 34, § 1, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer geeft aanleiding tot de inning van 137,50 euro. ».

Art. 2. Artikel 4, 3° van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« 3° indien de overtreder een woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft :

— wanneer de totale som van de inning meer bedraagt dan 300 euro. De overtreding bedoeld in artikel 3, 4°, van dit besluit wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van voornoemde maximumsom. Of;

— lorsqu'un excès de vitesse de plus de 40 kilomètres par heure est commis. Ou;

— lorsqu'un excès de vitesse de plus de 30 kilomètres par heure est commis dans une agglomération, une zone 30, à l'abord d'école, une zone de rencontre ou une zone résidentielle. Ou;

— lorsqu'une infraction du troisième degré est constatée simultanément à une autre infraction. Ou;

— lorsqu'une infraction du quatrième degré est constatée. ».

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et qu'une ou plusieurs infractions ont été constatées à sa charge en même temps, la somme perçue ne peut dépasser 750 euros. Cette somme est limitée à 350 euros s'il s'agit exclusivement de plusieurs infractions du premier ou deuxième degré.

L'infraction visée à l'article 3, 4°, du présent arrêté n'entre pas en compte pour le calcul des sommes maximales précitées. ».

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et ne paie pas immédiatement la somme proposée, la somme à consigner est égale à la somme totale comme fixée à l'article 3 ou 5 augmentée d'une somme forfaitaire de 110 euros. ».

Art. 5. Cet arrêté entre en vigueur le 31 mars 2006.

Art. 6. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Mobilité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
L. ONKELINX

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Mobilité,
R. LANDUYT

— wanneer een snelheidsbeperking met meer dan 40 kilometer per uur wordt overtreden. Of;

— wanneer een snelheidsbeperking met meer dan 30 kilometer per uur wordt overtreden binnen de bebouwde kom, in een zone 30, schoolomgeving, woonerf en erf. Of;

— wanneer een overtreding van de derde graad tegelijkertijd wordt vastgesteld met een andere overtreding. Of;

— wanneer een overtreding van de vierde graad wordt vastgesteld. ».

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 5. Indien de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft en één of meerdere overtredingen bij dezelfde gelegenheid te zijnen laste zijn vastgesteld, mag de geïnde som niet hoger zijn dan 750 euro. Deze som wordt beperkt tot 350 euro wanneer het uitsluitend gaat om meerdere overtredingen van de eerste of tweede graad.

De overtreding bedoeld in artikel 3, 4°, van dit besluit wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van voornoemde maximumsommen. ».

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 6. Indien de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft, en niet onmiddellijk de voorgestelde som betaalt, is de in consignatie te geven som gelijk aan de totale som zoals vastgesteld in artikel 3 of 5 vermeerderd met een forfaitair bedrag van 110 euro. ».

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 31 maart 2006.

Art. 6. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Mobiliteit zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Mobiliteit,
R. LANDUYT

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2005 — 2975

[C — 2005/14185]

25 OCTOBRE 2005. — Arrêté ministériel autorisant la mise en service du sous-système matériel roulant « wagon Shmms du type SNCB 3614 E2 pour le transport de coils ou de brames »

Le Ministre de la Mobilité,

Vu l'arrêté royal du 15 mai 2003 relatif à l'interopérabilité du système ferroviaire européen conventionnel, notamment l'article 23;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 2004 relatif aux modalités d'introduction de la demande d'autorisation de mise en service des sous-systèmes de nature structurelle constitutifs du système ferroviaire transeuropéen conventionnel;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la SNCB demande l'autorisation de mise en service d'un sous-système matériel roulant « wagon Shmms du type SNCB 3614 E2 pour le transport de coils ou de brames »;

Considérant qu'en l'absence de spécifications techniques d'interopérabilité, la réglementation nationale, - notamment le RGUIF 2.1.1. — Cahier des charges du matériel, est d'application et que ces règles sont conformes aux prescriptions de l'Union Internationale des Chemins de fer (UIC) pour la circulation des wagons en service international;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2005 — 2975

[C — 2005/14185]

25 OKTOBER 2005. — Ministerieel besluit houdende de toelating tot ingebruikneming van het subsysteem rollend materieel « wagen Shmms van het NMBS-type 3614 E2 voor het vervoer van rollen plaatstaal of walsbaren »

De Minister van Mobiliteit,

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 2003 betreffende de interoperabiliteit van het conventionele trans-Europese spoorwegsysteem, inzonderheid artikel 23;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 februari 2004 betreffende de modaliteiten voor het indienen van een aanvraag tot machtiging voor de ingebruikneming van subsystemen van structurele aard die deel uitmaken van het conventionele trans-Europese spoorwegsysteem;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd door de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid;

Overwegende dat de NMBS de toelating vraagt om het subsysteem rollend materieel « wagen Shmms van het NMBS type 3614 E2 voor het vervoer van rollen plaatstaal of walsbaren », in gebruik te nemen;

Overwegende dat door het ontbreken van technische specificaties inzake interoperabiliteit, de nationale reglementering, meer bepaald het ARGSI 2.1.1. — lastenboek voor het materieel, van toepassing is en dat deze regels in overeenstemming zijn met de voorschriften van de Internationale Unie van Spoorwegen (UIC) voor het verkeer van wagons in internationale dienst;